

produits canadiens ont augmenté, passant de \$502,152,675 pour les huit mois de 1921, à \$621,705,316 pour les huit mois de l'année 1922; pendant que nos importations n'augmentaient que très légèrement, soit d'un peu plus de \$4,000,000, laissant une différence en faveur des exportations de produits nationaux de plus de \$114,000,000.

Cette balance favorable, augmentée de la balance de nos créances sur l'étranger, a contribué à restaurer notre change qui a enfin atteint le pair, après avoir subi une perte qui a été jusqu'à dix-neuf pour cent. Nous n'osons pas affirmer d'une façon absolue qu'il se maintiendra à ce niveau, mais nous pouvons croire que la parité rétablie entre la monnaie américaine et la nôtre, manifeste, pour nous, un état heureux et des activités rassurantes.

L'agriculture, en particulier, si elle souffre encore de la baisse des prix, se réjouit du moins d'une moisson qu'aucun chiffre antérieur n'a égalé et qui a été transportée vers les marchés extérieurs avec une extraordinaire rapidité. Ces conditions favorables, jointes à l'habile administration du regretté ministre des Chemins de fer, nous ont valu, sans doute, les progrès constatés dans nos chemins de fer de l'Etat. Grâce aux récentes initiatives prises par le Gouvernement, nous espérons que notre réseau d'Etat pourra sortir des difficultés qu'il a dû traverser depuis quelques années.

Il est un proverbe français qui dit: "Quand le bâtiment va, tout va". C'est dans la construction surtout que la crise s'est comme installée, mais depuis ces derniers temps on remarque, dans cette industrie essentielle, un relèvement assez considérable, à Montréal, à Toronto, à Winnipeg, à Vancouver et ailleurs. Même renouvellement d'activité dans la plupart de nos industries, si bien que l'avenir peut être envisagé avec plus de sérénité.

Pour assurer davantage notre prospérité, il nous faut une plus forte population qui viendra ajouter à notre force de travail et qui prendra sa part de fardeau que nous avons à porter. Ce n'est pas que la faillite des berceaux soit à craindre au Canada, surtout dans notre bonne vieille province de Québec où c'est la coutume pour nos épouses de répondre généreusement à notre patriotisme, mais l'apport de l'immigration n'est pas ce qu'il devrait être. Il faut trouver un remède. Le gouvernement a démontré sa sollicitude pour cette question importante. Il encouragera une saine immigration agricole et travaillera de même au rapatriement des nôtres.

Mais, monsieur l'Orateur, il ne suffit pas de recevoir un homme au débarcadère, de lui offrir tous les avantages matériels possibles; il faut encore, et surtout, créer chez le nou-

[M. Rhéaume]

veau venu une mentalité en rapport avec les aspirations de la nouvelle patrie qu'il s'est donnée, et c'est là notre mission à nous tous, monsieur l'Orateur. Pour qu'un peuple vive et grandisse, une pensée est nécessaire, qui anime les âmes et suscite le sentiment national. A nos nouveaux arrivés, apprenons l'incomparable histoire de notre pays, celle des temps passés et des temps présents. Qu'ils puisent dans ces pages pleines de grandeur la détermination et la volonté d'être toujours, avant tout et par-dessus tout, de la grande famille canadienne.

Enfin, monsieur l'Orateur, si notre situation économique exige que nous augmentions notre population, les conditions qui dominent nos industries et notre agriculture démontrent également que notre politique commerciale doit s'orienter vers la conquête des marchés extérieurs.

Sur cette question, monsieur l'Orateur, le pays salue avec joie l'initiative du gouvernement qui, reprenant sa politique passée, a renoué des ententes commerciales avec la France et l'Italie. Notre reconnaissance est acquise aux ministres à qui le Gouvernement a su confier ces missions: l'honorable ministre des Finances, l'honorable ministre de la Marine et des Pêcheries et l'honorable ministre du Commerce.

Le gouvernement, monsieur l'Orateur, s'est efforcé d'établir la fortune du pays sur une exploitation prudente et rationnelle de nos ressources. Promouvoir les intérêts agricoles, protéger le consommateur, conserver et encourager les industries que nous avons patiemment établies: voilà son desir.

Le peuple du Canada s'en remet avec confiance au distingué chef du Gouvernement, homme d'état supérieur, économiste averti, et aux hommes éminents dont il s'est entouré pour réaliser nos espérances, pour perpétuer nos traditions de progrès et conduire notre cher Canada vers les hautes destinées qui l'attendent.

J'ai l'honneur de seconder la motion de l'honorable député de Colchester (M. Putnam).

Le très hon. ARTHUR MEIGHEN (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant de Colchester (M. Putnam) a fait aujourd'hui, avec l'appui de l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Rhéaume), la motion qui revient à chaque session du Parlement. Ces collègues se sont acquittés de leur tâche avec courtoisie, en des discours concis et d'une impartialité qui leur fait honneur autant qu'elle rehausse le sujet qu'ils avaient à traiter. Je félicite cordialement mon honorable ami de Colchester d'avoir, en l'espace de quelques instants, et dans un